

Première Synthèses

Informations

L'EMPLOI SALARIÉ AU TROISIÈME TRIMESTRE 2007

Au troisième trimestre 2007, l'emploi salarié du secteur concurrentiel (1) progresse de +66 200 postes (+0,4 %), après +69 000 (+0,4 %) au deuxième trimestre 2007. Dans les secteurs principalement marchands, les effectifs augmentent de +59 400 postes (+0,4 %), après +64 800 (+0,4 %) au trimestre précédent. Hors intérim, l'emploi dans l'ensemble des secteurs principalement marchands progresse de +64 200 postes au troisième trimestre 2007, après +69 600 au trimestre précédent.

Dans l'industrie, la baisse des effectifs se poursuit ce trimestre : -0,4 %, après -0,3 % au deuxième trimestre 2007. Dans la construction, après un léger ralentissement, l'emploi retrouve un rythme de croissance plus élevé : +1,4 %, après +0,9 % au deuxième trimestre. Dans le tertiaire principalement marchand, les effectifs augmentent un peu moins rapidement : +0,5 % après +0,6 % au deuxième trimestre 2007. La baisse de l'emploi intérimaire est identique à celle du trimestre précédent (-0,7 %), après la hausse exceptionnelle du premier trimestre. Dans les secteurs principalement non-marchands du tertiaire, l'emploi privé progresse de +0,3 %, après avoir augmenté de +0,2 % au deuxième trimestre 2007.

Au troisième trimestre 2007, l'emploi salarié du secteur concurrentiel progresse de +66 200 postes (+0,4 %), après +69 000 (+0,4 %) au deuxième trimestre 2007. Dans les secteurs principalement marchands, les effectifs progressent de +59 400 postes (+0,4 %) au troisième trimestre 2007, après +64 800 (+0,4 %) au deuxième trimestre. Après une hausse très forte au premier trimestre 2007 (+43 300 postes, soit +6,9 %), le nombre d'intérimaires diminue de -4 800 postes (-0,7 %) au troisième trimestre, comme au trimestre précédent. Hors intérim, la hausse de l'emploi principalement marchand est de +64 200 postes (+0,4 %) après +69 600 (+0,5 %) au deuxième trimestre 2007.

Dans l'industrie, la baisse des effectifs se poursuit

Dans l'industrie, les effectifs diminuent ce trimestre de -14 900 postes

(-0,4 %), après -10 000 (-0,3 %) au deuxième trimestre 2007. Les entrepreneurs interrogés dans les enquêtes de conjoncture anticipaient un tassement de l'emploi moindre que celui du deuxième trimestre [1]. L'emploi dans l'industrie des biens d'équipement diminue fortement ce trimestre (-3 900 postes, soit -0,5 %), sous l'effet d'une baisse dans le sous-secteur des équipements électriques et électroniques (-3,0 %). Dans le secteur de l'industrie automobile, l'emploi diminue à un rythme plus soutenu ce trimestre : -3 300 postes (-1,2 %), après -1 700 (-0,6 %) au trimestre précédent. Le repli de l'emploi se poursuit dans le secteur des industries des biens intermédiaires (-0,3 %, après -0,4 % au trimestre précédent), comme dans celui des industries de biens de consommation (-0,5 % ce trimestre, après -0,6 %). Dans le secteur des industries agricoles et alimentaires, l'emploi augmente de +0,1 % après trois ans d'orientation défavorable.

(1) - Les **secteurs principalement marchands** (EB-EP) regroupent l'ensemble des secteurs hors agriculture (EA), administration, éducation, santé et action sociale (EQ-ER). Le secteur concurrentiel recouvre les secteurs principalement marchands et les entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER). Le champ couvre 17,8 millions de salariés sur un effectif salarié total d'environ 22,9 millions fin décembre 2006 (Insee, Informations rapides n° 261, 13 septembre 2007).

Au cours du troisième trimestre 2007, l'emploi salarié progresse de +0,4 % selon les résultats révisés de l'Insee. Sur un an, du 30 septembre 2006 au 30 septembre 2007, l'emploi progresse de 1,8 %.

Sur son propre champ, plus étroit, l'Unédic estime une évolution de +0,3 % au troisième trimestre 2007 et de +1,5 % sur un an. Ces évolutions sont à comparer à +0,3 % et +1,7 % respectivement, que donneraient les estimations de l'Insee si elles étaient calculées sur le champ Unédic.

Sur le champ Urssaf, lui aussi inclus dans l'ensemble du « secteur concurrentiel », l'Acoss estime une évolution de l'emploi de +0,2 % au troisième trimestre 2007 et de +1,5 % du 30 septembre 2006 au 30 septembre 2007. Si elles étaient calculées sur ce champ, les estimations de l'Insee seraient respectivement de +0,3 % et +1,5 %.

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NES	2006				2007			Variation (%) par rapport au :	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	trimestre précédent	même trim. de l'année précédente
EB-ER : Ensemble des secteurs concurrentiels (*)	17 553,1	17 650,1	17 711,7	17 765,3	17 888,8	17 957,7	18 023,9	0,4	1,8
EB-EP : Secteurs principalement marchands	15 552,5	15 639,5	15 691,7	15 729,4	15 838,4	15 903,2	15 962,6	0,4	1,7
EB-EG : Industrie	3 764,9	3 749,6	3 734,2	3 720,8	3 712,2	3 702,3	3 687,4	-0,4	-1,3
EH : Construction	1 365,4	1 380,7	1 397,0	1 412,2	1 428,1	1 441,6	1 461,6	1,4	4,6
EJ-EP : Tertiaire principalement marchand	10 422,2	10 509,2	10 560,5	10 596,4	10 698,0	10 759,3	10 813,7	0,5	2,4
EQ-ER : Secteurs principalement non-marchands	2 000,6	2 010,6	2 020,0	2 035,9	2 050,4	2 054,5	2 061,3	0,3	2,0

Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

(*) - Champ : ensemble des secteurs principalement marchands (EB-EP) et des entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER).



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DES RELATIONS SOCIALES
ET DE LA SOLIDARITÉ

La construction reste un secteur très dynamique

La construction crée sans discontinuer des emplois depuis le milieu de l'année 2003. Après le léger ralentissement du deuxième trimestre, le rythme des créations d'emploi est à nouveau supérieur à celui observé pour l'année 2006: +20 000 postes, soit +1,4 %, après +13 500 postes (+0,9 %) au deuxième trimestre et +15 900 (+1,1 %) au premier trimestre 2007. Cette accélération des créations d'emploi dans la construction est cohérente avec les soldes d'opinion des entrepreneurs du BTP [2; 3].

Des créations d'emploi un peu moins nombreuses dans le tertiaire principalement marchand

Dans les secteurs principalement marchands du tertiaire, l'emploi salarié progresse de +0,5 % ce trimestre (soit +54 400 postes), après +0,6 % (soit +61 300 postes) au trimestre précédent. Hors intérim, il progresse de +59 200 postes, après +66 100 au deuxième trimestre.

Dans le commerce, les effectifs croissent de +5 000 postes, soit +0,2 %, après +0,3 % au deuxième trimestre 2007. En hausse depuis la fin 2005, l'emploi reste dynamique dans les transports, avec +6 000 postes supplémentaires (soit +0,6 %), après +8 100 (soit +0,7 %) au trimestre précédent.

Les créations d'emploi sont, ce trimestre, un peu moins nombreuses dans les activités immobilières: +1 600 (soit +0,6 %), après +2 300 (soit +0,8 %) au deuxième trimestre 2007. Dans les

activités financières, l'emploi stagne au troisième trimestre (0,0 %) après un début d'année dynamique.

Le secteur des services aux entreprises, hors intérim, crée +19 800 emplois au troisième trimestre 2007 (+0,7 %), après +17 900 (+0,6 %) au deuxième trimestre. Dans le secteur du conseil et de l'assistance, le rythme des créations d'emploi reste soutenu (+0,9 %, soit +12 200 postes, après +1,1 % au cours des deux trimestres précédents), tandis que, pour la première fois depuis 2005, l'emploi s'accroît dans les postes et télécommunications (+0,8 %, soit +3 800). Dans les services opérationnels hors intérim, l'emploi ralentit: +0,4 % (soit +3 300 postes) après +0,7 % (soit +5 700); de même, l'emploi croît plus faiblement qu'au trimestre précédent dans la recherche et développement (+0,3 % après +1,3 %).

Dans les services aux particuliers, l'emploi progresse, comme au deuxième trimestre 2007, de +1,3 % (soit +26 800 postes), sous l'impulsion conjointe des services personnels et domestiques (+17 700 postes sup-

plémentaires, soit +2,0 %) et des hôtels et restaurants (+8 900 postes, soit +1,0 %). A l'inverse, les activités récréatives, culturelles et sportives ne créent pas d'emplois ce trimestre (0,0 % après +1,0 % au deuxième trimestre).

L'emploi salarié privé des secteurs principalement non-marchands croît modérément

Dans les secteurs principalement non-marchands, 6 800 emplois sont créés (soit une hausse de +0,3 %), après +4 100 (soit +0,2 %) au deuxième trimestre 2007. Alors que les effectifs du secteur de l'administration (hors emploi public) sont en hausse (+1,0 % après -1,1 %), les créations d'emplois ralentissent dans l'éducation, la santé et l'action sociale (+2 000 postes, après +9 500 au deuxième trimestre 2007).

Juliette PONCEAU,
Jérôme DOMENS (Dares).

[1] Insee, Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie - octobre 2007, *Informations rapides* n°308 (30 octobre 2007).

[2] Insee, Enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment - novembre 2007, *Informations rapides* n°336 (27 novembre 2007).

[3] Insee, Enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics - octobre 2007, *Informations rapides* n°310 (30 octobre 2007).

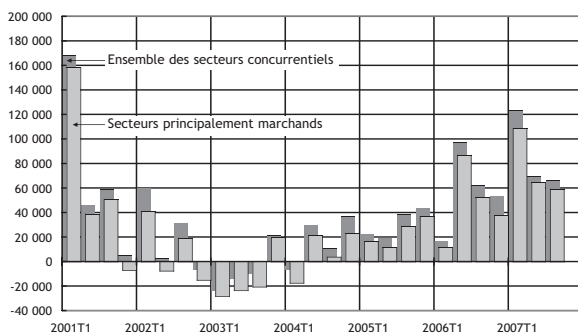
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont édités par le Ministère de l'Économie, des finances et de l'Emploi et le Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75002 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Etudes et Statistiques)
Directeur de la publication: Antoine Magnier.

Téléphone Publications: 01.44.38.22 (60 ou 61) Documentation: 01.44.38.23 (12 ou 14) / Télécopie: 01.44.38.24.43
Réponse à la demande: 01.44.38.23.89 / e-mail: dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef: Gilles Rotman. Secrétaire de rédaction: Evelyn Ferreira et Françoise Tabaton. Maquettistes: Daniel Legesant, Guy Barbut, Thierry Duret.
Conception graphique: Ministère de l'Économie, des finances et de l'Emploi et Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité. Reprographie: DAGEMO.
Abonnements: La Documentation française, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél.: 01.40.15.70.00. Télécopie: 01.40.15.88.00
www.ladocumentationfrancaise.fr

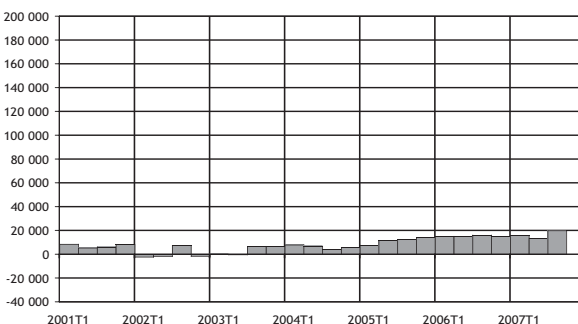
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES
Abonnement 1 an (32 n°): France (TTC) 122 €, CEE (TTC) 129 €, DOM-TOM et RP (HT, avion éco.): 127,20 €, hors CEE (HT, avion éco.): 131,60 €, supplément avion rapide: 8,05 €.
Publication: Ministère de l'Économie, des finances et de l'Emploi et Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.
Dépôt légal: à parution. Numéro de commission paritaire: 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.

Variations trimestrielles des effectifs salariés (valeurs CVS)

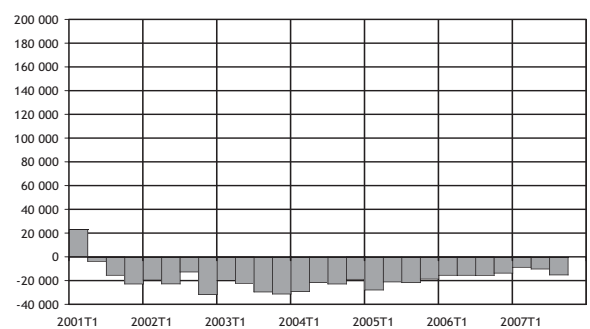
Emploi salarié



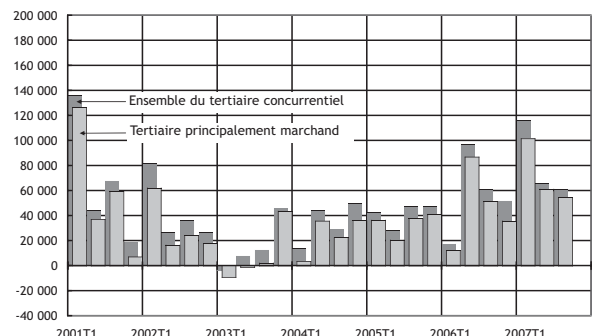
Construction



Industrie



Tertiaire



Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

Note : Le secteur tertiaire concurrentiel recouvre le secteur tertiaire principalement marchand et la partie privée des secteurs principalement non-marchands.

LE CHAMP DES ESTIMATIONS

Pendant de nombreuses années, les estimations trimestrielles d'emploi regroupaient 13 des 16 postes que compte la nomenclature économique de synthèse afférente à la NAF (NES16). Ce champ était composé des **secteurs principalement marchands** (EB-EP). Ces secteurs regroupent les activités les plus sensibles à la conjoncture. À partir de septembre 2006, les estimations trimestrielles d'emplois salariés sont effectuées pour le **secteur « concurrentiel »**. Ce secteur intègre, en plus des secteurs principalement marchands (secteurs EB à EP), la partie privée des **secteurs principalement non-marchands** (secteurs EQ-ER). Il s'agit des entreprises et associations privées des secteurs non-marchands. L'extension de champ permet de couvrir l'emploi privé des secteurs de l'éducation, de la santé, des administrations et des associations (deux millions de salariés), l'emploi public de ces secteurs étant exclu.

À partir des résultats révisés du premier trimestre 2000, les estimations trimestrielles sont également diffusées à un niveau plus détaillé. Ce niveau regroupe l'ensemble des postes que compte la nomenclature économique de synthèse (NES36).

L'ensemble des estimations trimestrielles d'emploi couvre la France métropolitaine.

Variations trimestrielles des effectifs salariés en milliers (1) (2) (valeurs CVS)

Secteurs d'activité en NES	2004				2005				2006				2007			Effectifs en milliers au 30 sept. 2007
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3				
EB-ER : Ensemble des secteurs concurrentiels	36,7	22,8	19,1	38,2	43,4	17,1	97,0	61,6	53,6	123,5	69,0	66,2	18 023,9			
EB-EP : Secteurs principalement marchands	23,2	16,7	11,8	29,1	37,1	11,9	87,0	52,2	37,7	108,9	64,8	59,4	15 962,6			
EB-EG : Industrie	-18,7	-27,7	-20,8	-21,4	-18,4	-15,3	-15,3	-15,4	-13,4	-8,6	-10,0	-14,9	3 687,4			
EB : Industries agricoles et alimentaires	-1,1	-1,7	-2,2	-0,3	-1,0	-1,9	-1,4	-1,9	-1,7	-0,2	-1,8	0,3	558,3			
EC : Industries des biens de consommation	-6,1	-9,4	-4,7	-6,6	-5,9	-2,0	-4,3	-4,4	-3,9	-3,9	-3,4	-3,0	578,7			
EC1 : Habillement, cuir	-2,3	-2,3	-1,8	-2,3	-2,1	-1,6	-1,4	-0,8	-0,5	-0,7	-0,8	-0,8	80,7			
EC2 : Édition, imprimerie, reproduction	-1,5	-1,6	-0,5	-2,0	-1,1	-1,3	-0,8	-1,1	-1,0	-1,1	-1,3	-1,3	181,3			
EC3 : Pharmacie, parfumerie et entretien	-0,7	-3,2	0,3	-0,3	-0,7	2,9	-0,2	-0,4	-0,1	0,0	0,5	0,2	152,3			
EC4 : Industries des équipements du foyer	-1,6	-2,3	-2,7	-1,9	-2,1	-2,0	-1,9	-2,1	-2,3	-2,1	-1,7	-1,0	164,4			
ED : Industrie automobile	-0,4	-1,9	-0,6	-2,2	-1,6	-2,7	-3,3	-2,6	-2,9	-2,5	-1,7	-3,3	270,4			
EE : Industries des biens d'équipement	-3,3	-3,9	-2,6	-3,6	0,2	-0,2	1,0	0,9	1,4	1,2	1,9	-3,9	764,7			
EE1 : Construction navale, aéronautique et ferroviaire	-0,6	-0,7	-1,5	-1,4	0,8	0,8	1,4	2,5	1,6	0,4	0,9	0,8	145,8			
EE2 : Équipements mécaniques	-1,5	-2,2	0,0	-1,6	0,4	0,3	-0,1	0,2	-0,6	0,0	0,9	1,5	414,4			
EE3 : Équipements électriques et électroniques	-1,2	-1,1	-1,1	-0,7	-1,0	-1,2	-0,3	-1,8	0,3	0,7	0,1	-6,3	204,4			
EF : Industries des biens intermédiaires	-8,6	-9,9	-9,5	-7,9	-8,7	-8,8	-6,4	-6,2	-5,7	-4,3	-4,6	-4,2	1 284,5			
EF1 : Produits minéraux	-1,1	-0,8	-0,9	-0,6	-0,5	-1,1	-0,2	-1,0	-0,4	0,0	0,1	-0,6	155,1			
EF2 : Textile	-2,0	-2,0	-1,7	-1,8	-1,5	-1,5	-1,8	-1,1	-1,7	-0,9	-0,7	-0,9	73,0			
EF3 : Bois et papier	-1,4	-1,1	-1,8	-1,3	-0,6	-2,2	-0,8	-1,0	-1,2	-0,9	-0,8	-0,3	159,6			
EF4 : Chimie, caoutchouc, plastiques	-1,6	-2,1	-2,6	-1,8	-3,0	-2,9	-1,8	-2,0	-1,7	-2,4	-1,4	-1,4	313,1			
EF5 : Métallurgie et transformation des métaux	-2,5	-2,9	-1,5	-1,6	-1,5	-0,2	-1,4	0,1	-0,4	0,1	-1,5	0,0	409,7			
EF6 : Composants électriques et électroniques	-0,0	-1,1	-1,0	-0,7	-1,6	-0,9	-0,4	-1,1	-0,3	-0,2	-0,3	-0,8	173,9			
EG : Energie	0,8	-0,8	-1,3	-0,9	-1,3	0,4	-0,9	-1,1	-0,6	1,1	-0,5	-0,8	230,8			
EG1 : Production de combustibles et de carburants	-0,2	-0,3	-0,7	-0,4	-0,4	-0,2	0,0	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,4	26,9			
EG2 : Eau, gaz, électricité	1,0	-0,5	-0,5	-0,4	-0,9	0,6	-0,8	-0,9	-0,4	1,3	-0,2	-0,5	203,9			
EH : Construction	5,9	7,8	12,0	12,8	14,3	14,8	15,3	16,3	15,2	15,9	13,5	20,0	1 461,6			
EJ-EP : Tertiaire principalement marchand	36,0	36,5	20,7	37,8	41,2	12,4	87,0	51,3	35,9	101,6	61,3	54,4	10 813,7			
EJ : Commerce	3,2	1,9	4,6	6,1	3,2	4,2	5,8	4,4	3,3	9,2	7,7	5,0	3 070,8			
EJ1 : Commerce et réparation automobile	0,4	-0,5	-0,1	0,4	-1,0	-0,2	-0,3	-0,4	-0,5	-0,3	-0,5	0,7	424,3			
EJ2 : Commerce de gros	-0,5	1,5	6,0	0,2	0,1	-2,0	-0,9	0,5	0,3	1,4	2,1	0,5	992,5			
EJ3 : Commerce de détail, réparations	3,3	0,9	-1,2	5,5	4,1	6,4	7,0	4,3	3,5	8,1	6,2	3,9	1 654,0			
EK : Transports	-1,7	-0,8	-2,3	-3,6	4,8	1,6	0,7	3,0	2,4	4,8	8,1	6,0	1 092,6			
EL : Activités financières	1,7	1,2	1,4	-0,9	1,0	-0,5	1,5	2,4	5,0	4,8	2,8	-0,1	738,1			
EM : Activités immobilières	1,7	2,9	1,2	0,7	0,8	-0,7	-0,1	0,3	2,0	2,8	2,3	1,6	287,6			
EN : Services aux entreprises	20,2	15,7	11,2	24,6	20,9	-2,6	53,2	17,5	0,2	60,7	13,1	15,0	3 463,9			
EN1 : Postes et télécommunications	-1,7	-0,5	-0,7	-1,5	-0,2	-3,6	-5,2	-4,3	-9,7	-2,2	-4,9	3,8	485,7			
EN2 : Conseils et assistance	10,9	3,6	5,9	7,6	8,4	8,6	13,2	11,5	13,6	14,5	15,1	12,2	1 356,5			
EN3 : Services opérationnels	11,8	10,1	4,4	17,7	11,4	-8,5	44,8	9,4	-4,0	48,3	0,9	-1,5	1 460,0			
dont intérim	8,9	2,9	0,2	13,5	6,9	-11,6	36,2	1,7	-8,5	43,3	-4,8	-4,8	659,8			
EN4 : Recherche et développement	-0,8	2,5	1,7	0,8	1,2	1,0	0,3	1,0	0,3	0,1	2,0	0,4	161,7			
EP : Services aux particuliers	11,0	15,7	4,7	10,8	10,5	10,5	26,0	23,6	23,0	19,3	27,4	26,8	2 160,6			
EP1 : Hôtels et restaurants	5,8	7,6	-0,4	2,7	4,0	1,4	7,4	8,0	3,6	5,7	8,9	8,9	875,8			
EP2 : Activités récréatives, culturelles et sportives	0,0	1,6	-1,5	0,4	-2,2	-1,6	6,5	1,9	5,1	-0,9	3,7	0,1	361,9			
EP3 : Services personnels et domestiques	5,1	6,5	6,6	7,7	8,7	10,7	12,0	13,7	14,3	14,5	14,8	17,7	922,9			
EQ-ER : Secteurs principalement non-marchands	13,5	6,1	7,3	9,1	6,4	5,2	9,9	9,4	15,9	14,5	4,1	6,8	2 061,3			
EQ : Education, santé (hors emploi public)	13,1	8,0	9,0	8,6	8,2	5,9	10,1	11,4	11,9	15,5	9,5	2,0	1 568,0			
EQ1 : Education	1,0	2,7	1,3	1,5	3,3	-0,2	0,7	3,2	3,9	3,0	-0,1	-1,6	282,1			
EQ2 : Santé, action sociale	12,1	5,3	7,7	7,1	4,9	6,1	9,4	8,2	7,9	12,4	9,6	3,6	1 285,8			
ER : Administration (hors emploi public)	0,4	-1,9	-1,7	0,5	-1,8	-0,7	-0,2	-2,0	4,0	-0,9	-5,4	4,8	493,4			
ER1 : Administration	-0,1	-0,9	-1,8	0,6	-1,8	-1,8	-1,2	-4,0	3,3	-1,1	-4,9	-0,6	224,9			
ER2 : Associations	0,5	-0,9	0,1	-0,1	-0,0	1,1	1,0	2,0	0,7	0,1	-0,5	5,4	268,4			

Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

(1) - Variation des effectifs atteints en fin de trimestre par rapport aux effectifs atteints en fin de période précédente.

(2) - Champ : ensemble des secteurs principalement marchands (EB-EP) et des entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER)

Variations des effectifs salariés en pourcentage (1) (2) (valeurs CVS)

	Variations trimestrielles												Variations annuelles			
	2004			2005			2006			2007			2003	2004	2005	2006
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3				
EB-ER : Ensemble des secteurs concurrentiels	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,6	0,3	0,3	0,7	0,4	0,4	-0,2	0,4	0,7	1,3
EB-EP : Secteurs principalement marchands	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,6	0,3	0,2	0,7	0,4	0,4	-0,3	0,2	0,6	1,2
EB-EJ : Industrie	-0,5	-0,7	-0,5	-0,6	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,2	-0,3	-0,4	-2,5	-2,3	-2,3	-1,6
EB : Industries agricoles et alimentaires	-0,2	-0,3	-0,4	-0,1	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3	0,0	-0,3	0,1	-0,2	-1,8	-0,9	-1,2
EC : Industries des biens de consommation	-1,0	-1,5	-0,8	-1,1	-1,0	-0,3	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,6	-0,5	-4,0	-3,5	-4,2	-2,4
EC1 : Habillement, cuir	-2,4	-2,4	-2,0	-2,5	-2,3	-1,8	-1,6	-1,0	-0,6	-0,9	-1,0	-1,0	-9,8	-8,7	-8,9	-4,9
EC2 : Édition, imprimerie, reproduction	-0,7	-0,8	-0,3	-1,0	-0,6	-0,7	-0,4	-0,6	-0,5	-0,6	-0,7	-0,7	-3,8	-2,7	-2,6	-2,2
EC3 : Pharmacie, parfumerie et entretien	-0,5	-2,1	0,2	-0,2	-0,5	1,9	-0,1	-0,3	-0,1	0,0	0,3	0,1	1,2	-0,5	-2,6	1,5
EC4 : Industries des équipements du foyer	-0,8	-1,2	-1,5	-1,1	-1,1	-1,1	-1,2	-1,3	-1,2	-1,2	-1,0	-0,6	-4,8	-4,1	-4,8	-4,7
ED : Industrie automobile	-0,1	-0,6	-0,2	-0,7	-0,6	-0,9	-1,1	-0,9	-1,0	-0,9	-0,6	-1,2	0,3	0,7	-2,1	-4,0
EE : Industries des biens d'équipement	-0,4	-0,5	-0,3	-0,5	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	-0,5	-3,0	-2,4	-1,3	0,4
EE1 : Construction navale, aéronautique et ferroviaire	-0,4	-0,5	-1,1	-1,0	0,6	0,6	1,0	1,8	1,1	0,3	0,6	0,6	-1,5	-1,6	-2,0	4,6
EE2 : Équipements mécaniques	-0,4	-0,5	0,0	-0,4	0,1	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,2	0,4	-2,9	-2,0	-0,8	0,0
EE3 : Équipements électriques et électroniques	-0,5	-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-0,6	-0,2	-0,9	0,2	0,3	0,0	-3,0	-4,0	-3,5	-1,8	-1,4
EF : Industries des biens intermédiaires	-0,6	-0,7	-0,7	-0,6	-0,7	-0,7	-0,5	-0,5	-0,4	-0,3	-0,4	-0,3	-3,2	-3,0	-2,6	-2,1
EF1 : Produits minéraux	-0,7	-0,5	-0,6	-0,4	-0,3	-0,7	-0,1	-0,7	-0,2	0,0	0,1	-0,4	-2,0	-2,0	-1,8	-1,7
EF2 : Textile	-2,3	-2,2	-1,9	-2,1	-1,8	-1,9	-2,2	-1,4	-2,2	-1,2	-1,0	-1,3	-7,6	-9,5	-7,8	-7,5
EF3 : Bois et papier	-0,8	-0,6	-1,1	-0,8	-0,4	-1,3	-0,5	-0,6	-0,7	-0,5	-0,5	-0,2	-1,7	-2,8	-2,8	-3,1
EF4 : Chimie, caoutchouc, plastiques	-0,5	-0,6	-0,8	-0,6	-0,9	-0,9	-0,6	-0,6	-0,5	-0,8	-0,4	-0,5	-2,1	-1,8	-2,8	-2,6
EF5 : Métallurgie et transformation des métaux	-0,6	-0,7	-0,4	-0,4	-0,4	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,4	0,0	-3,8	-3,3	-1,8	-0,5
EF6 : Composants électriques et électroniques	0,0	-0,6	-0,5	-0,4	-0,9	-0,5	-0,3	-0,6	-0,1	-0,1	-0,2	-0,5	-3,8	-2,4	-2,4	-1,5
EG : Énergie	0,3	-0,3	-0,5	-0,4	-0,5	0,2	-0,4	-0,5	-0,2	0,5	-0,2	-0,4	-1,7	0,5	-1,8	-0,9
EG1 : Production de combustibles et de carburants	-0,5	-0,9	-2,4	-1,5	-1,3	-0,8	-0,1	-0,9	-0,6	-0,7	-1,0	-1,3	-4,1	-3,1	-5,9	-2,4
EG2 : Eau, gaz, électricité	0,5	-0,3	-0,3	-0,2	-0,4	0,3	-0,4	-0,4	-0,2	0,6	-0,1	-0,2	-1,3	1,0	-1,2	-0,7
EH : Construction	0,5	0,6	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1	0,9	1,4	1,1	2,0	3,6	4,6	
EJ-EP : Tertiaire principalement marchand	0,4	0,4	0,2	0,4	0,4	0,1	0,8	0,5	0,3	1,0	0,6	0,5	4,0	1,0	1,3	1,8
EJ : Commerce	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	0,2	0,7	0,2	0,5	0,6
EJ1 : Commerce et réparation automobile	0,1	-0,1	0,0	0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,2	-0,5	-1,0	-0,3	-0,3
EJ2 : Commerce de gros	-0,1	0,2	0,6	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	-0,2	-0,5	0,8	-0,2
EJ3 : Commerce de détail, réparations	0,2	0,1	-0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,5	0,4	0,2	1,5	0,9	0,6	1,3
EK : Transports	-0,2	-0,1	-0,2	-0,3	0,5	0,1	0,1	0,3	0,2	0,4	0,7	0,6	-0,1	0,0	-0,2	0,7
EL : Activités financières	0,2	0,2	0,2	-0,1	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,7	0,7	0,4	0,0	-0,2	1,0	0,4	1,2
EM : Activités immobilières	0,6	1,1	0,4	0,3	0,3	-0,1	0,1	0,7	1,0	0,8	0,6	1,3	1,7	2,1	0,5	
EN : Services aux entreprises	0,6	0,5	0,3	0,8	0,6	-0,1	1,6	0,5	0,0	1,8	0,4	0,4	-0,5	1,4	2,2	2,1
EN1 : Postes et télécommunications	-0,3	-0,1	-0,1	-0,3	0,0	-0,7	-1,0	-0,9	-1,9	-0,5	-1,0	0,8	-2,6	-1,7	-0,5	-4,5
EN2 : Conseils et assistance	0,9	0,3	0,5	0,6	0,7	0,7	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1	0,9	-0,7	2,6	2,0	3,7
EN3 : Services opérationnels	0,9	0,8	0,3	1,3	0,8	-0,6	3,3	0,7	-0,3	3,4	0,1	-0,1	0,3	1,7	3,3	3,0
dont intérim	1,5	0,5	0,0	2,3	1,2	-1,9	6,1	0,3	-1,3	6,9	-0,7	-0,7	1,0	2,6	4,0	2,9
EN4 : Recherche et développement	-0,5	1,6	1,1	0,5	0,8	0,6	0,2	0,6	0,2	0,0	1,3	0,3	1,2	0,5	4,1	1,6
EP : Services aux particuliers	0,6	0,8	0,2	0,5	0,5	1,3	1,2	1,1	0,9	1,3	1,3	1,6	1,8	2,1	4,1	4,1
EP1 : Hôtels et restaurants	0,7	0,9	0,0	0,3	0,5	0,2	0,9	1,0	0,4	0,7	1,0	1,0	1,0	1,8	1,7	2,5
EP2 : Activités récréatives, culturelles et sportives	0,0	0,5	-0,4	0,1	-0,6	-0,5	1,9	0,5	1,4	-0,2	1,0	0,0	-1,3	0,1	-0,5	3,4
EP3 : Services personnels et domestiques	0,6	0,8	0,8	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,7	1,7	2,0	3,7	2,5	3,7	6,1	
EQ-ER : Secteurs principalement non-marchands	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,8	0,7	0,2	0,3	1,3	2,0	1,5	2,0
EQ : Éducation, santé (hors emploi public)	0,9	0,5	0,6	0,6	0,5	0,4	0,7	0,8	0,8	1,0	0,6	0,1	2,5	3,1	2,3	2,6
EQ1 : Éducation	0,4	1,0	0,5	0,6	1,2	-0,1	0,3	1,2	1,4	1,1	0,0	-0,6	0,6	2,8	3,3	2,8
EQ2 : Santé, action sociale	1,0	0,4	0,6	0,6	0,4	0,5	0,8	0,7	0,6	1,0	0,8	0,3	2,9	3,2	2,1	2,6
ER : Administration (hors emploi public)	0,1	-0,4	-0,3	0,1	-0,4	-0,1	0,0	-0,4	0,8	-0,2	-1,1	1,0	-1,8	-1,1	-1,0	0,2
ER1 : Administration	0,0	-0,4	-0,8	0,3	-0,8	-0,5	-1,7	1,4	-0,5	-2,1	-0,3	-2,1	-1,2	-1,7	-1,6	
ER2 : Associations	0,2	-0,4	0,0	-0,0	-0,0	0,4	0,4	0,8	0,3	0,0	-0,2	2,0	-1,4	-1,1	-0,3	1,9

Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

(1) - Variation des effectifs atteints en fin de période (trimestrielle ou annuelle) par rapport aux effectifs atteints en fin de période précédente.

(2) - Champ : ensemble des secteurs principalement marchands (EB-EP) et des entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER)

NOTE DE MÉTHODE

Pour les années écoulées, l'Insee effectue des estimations annuelles d'emploi par département, région, statut et secteur d'activité à partir de diverses sources, en général exhaustives :

- effectifs des établissements affiliés à l'assurance chômage (Unédic), à l'assurance sociale (Urssaf, Msa),
- effectifs des grandes entreprises nationales,
- missions d'intérim (Dares),
- personnels de la santé et de l'action sociale...

Ces évaluations sont calées sur les résultats des recensements généraux de la population : le dernier calage remonte donc à 1999.

Au fur et à mesure du déroulement de l'année en cours, l'Insee réalise, au niveau national, des estimations trimestrielles fondées sur les estimations annuelles antérieures, à l'aide d'indicateurs adaptés.

Ces indicateurs proviennent, en quasi-totalité, de trois sources :

- l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo) réalisée par la Dares,
- la statistique établie par l'Unédic à partir des réponses des établissements affiliés au régime d'assurance chômage pour les établissements de 10 salariés ou plus,
- la statistique établie par l'Urssaf à partir des réponses des établissements versant des cotisations sociales. La source Urssaf est utilisée depuis le 4^{ème} trimestre 1999.

La fiabilité des estimations

Pour les sources Acemo et Unédic, les indicateurs utilisés présentent un biais par rapport aux estimations annuelles. En effet, ils ne tiennent pas compte des mouvements d'emploi dans les établissements qui viennent de se créer. Par ailleurs, les sources Acemo et Unédic portent sur les établissements de 10 salariés ou plus. Une correction de biais est alors nécessaire : elle est obtenue, pour chaque secteur d'activité (en NES16 et NES36), par un étalonnage de l'indicateur sur les estimations annuelles passées, ou par recours à des modèles mixtes : les sources Acemo et Unédic pour les établissements de 10 salariés ou plus, et la source Urssaf pour les établissements de moins de 10 salariés.

Plusieurs estimations trimestrielles successives

Au début de chaque année, l'Insee actualise ces procédures d'estimation, qui s'appliquent de manière invariante aux estimations de quatre trimestres consécutifs. L'indicateur utilisé pour l'emploi intérimaire est une moyenne du nombre de missions d'intérim en cours chaque jour, sur les cinq derniers jours ouvrés du trimestre. Cet indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à l'Unédic. Il tient compte de la démographie de ces entreprises. Les estimations au niveau détaillé (NES36) sont calées sur le total agrégé correspondant (NES16). De plus, les séries sont corrigées des variations saisonnières.

Pour un même trimestre, plusieurs estimations successives sont effectuées. Au deuxième mois suivant la fin du trimestre, une estimation « provisoire » s'appuie sur un premier traitement de l'enquête Acemo, seule source disponible. Les estimations « provisoires », plus fragiles, ne sont publiées qu'au niveau des grands regroupements sectoriels : industrie, construction, tertiaire et ensemble des secteurs EB à EP.

Au troisième mois suivant la fin du trimestre, une nouvelle estimation est réalisée à partir d'une exploitation plus complète de l'enquête Acemo et des statistiques trimestrielles Unédic et Urssaf. Enfin, lorsque l'on dispose de nouvelles estimations annuelles, un ajustement des résultats trimestriels est effectué.

Les séries révisées présentées ici intègrent la dernière statistique annuelle de l'Unédic disponible (définitive pour 2004 et provisoire pour 2005 et 2006), ainsi que des sources complémentaires.